

Face-à-face



Pour ou contre l'initiative pour un revenu mensuel pareil pour tous?

Il y a une dizaine de jours, un comité dirigé par l'ancien vice-chancelier de la Confédération Oswald Sigg a lancé

une initiative en faveur d'un revenu de base mensuel accordé à toute personne, active ou non, vivant légalement en Suisse. Son montant pourrait être de 2500 fr. Réactions.

Oui au droit à une vie décente

L'invité

Roger Deneys
Député PS
au Grand Conseil



«Le revenu de base doit permettre à l'ensemble de la population de mener une existence digne et de participer à la vie publique», propose l'initiative.

Même si l'idée d'un revenu de base indépendant d'un travail rémunéré, d'une retraite ou d'une allocation peut sembler choquante ou absurde, cette initiative pose de vraies bonnes questions sur notre société et ses valeurs.

Aujourd'hui, le travail reste la principale source de revenus de la population, mais l'écart croissant de richesse entre les plus pauvres - qui n'ont pas ou peu de travail - et les plus riches - qui touchent des salaires indécents ou les revenus de leur fortune, sans même travailler - rend la vie dans nos sociétés occidentales toujours plus pénible: stress, agressivité, violence, du haut en bas de l'échelle, le rapport social se caractérise par une tension

croissante, reflet de l'absurdité intrinsèque du système.

En Allemagne, 20% de la population active est composée de travailleurs pauvres qui touchent moins de 10 euros brut de l'heure.

En Suisse, la pression s'accroît aussi: pression sur les salaires, jeunes qui ne trouvent pas d'emploi, baisse de la durée et des montants d'assurance-chômage, stagnation des rentes AVS, pression sur les prestations du 2e pilier.

«Cette initiative pose de vraies bonnes questions sur notre société et ses valeurs»

Ces personnes doivent alors être aidées par l'Etat, sous peine d'être expulsées de leur logement, de ne plus pouvoir se faire soigner ou assumer l'éducation de leurs enfants.

Or cette assistance est accordée dans des conditions toujours plus dures; la suspicion est généralisée. Pour les partisans

de l'économie libérale, le pauvre est, intrinsèquement, un tricheur qui a choisi son sort et qui doit être démasqué.

Mais ce système paranoïaque engendre des coûts importants: fonctionnaires pointilleux chargés de retoquer les aides au moindre écart, appareil policier sans cesse renforcé pour contenir les effets de la misère: vols, agressions, etc. Au lieu d'aller vers les personnes qui en ont besoin, l'argent va vers le système de contrôle et de répression.

Alors pourquoi ne pas renoncer à ce carcan répressif absurde et humiliant et accorder, sans contrôle préalable, des montants plus convenables aux personnes qui en ont besoin? Femmes au foyer qui travaillent gratuitement, rentiers AVS aux rentes insuffisantes, jeunes sans travail et sans accès aux études, chômeurs âgés en fin de droits, bénévoles de tout poil, le droit à une vie décente n'a pas à être conditionnel.

Cette initiative ne donne pas de réponse à toutes les causes et conséquences de la pauvreté, mais elle a le mérite de vouloir redonner une dignité d'être humain aux personnes dans le besoin. Signez-la!

Rien qu'une dangereuse utopie

L'invité

Daniel Zaugg
Député PLR
au Grand Conseil



Dans un monde purement darwinien, les forts survivent, les faibles s'adaptent ou meurent. Dans nos sociétés occidentales, nous avons heureusement dépassé ce modèle pour adopter une approche plus humaine: les plus pauvres et les malchanceux sont protégés par un filet social qui assure leur survie jusqu'à ce qu'ils puissent retrouver une activité utile à la société. Mais, fondamentalement, nos rapports sociaux restent basés sur un principe de réciprocité: «Je te paie ou te donne un avantage en échange de ton travail.»

L'initiative pour un revenu de 2500 fr. va plus loin, les initiateurs le disent eux-mêmes: ils veulent «casser le dogme qui fait rimer revenu et travail!» Ils veulent que l'on puisse avoir le choix de travailler ou non. Ils tempèrent l'énormité de cette affirmation en soulignant que la majorité

de la population ne changera pas son comportement et qu'il n'y aura pas d'influence directe sur l'économie puisque les entreprises pourront déduire ce revenu de base du salaire de leurs employés.

Cette vision du monde est d'une incroyable naïveté et elle participe d'une méconnaissance fondamentale de la nature humaine.

«Cette vision du monde est d'une incroyable naïveté»

Bien entendu qu'un cadre moyen qui gagne 8000 fr. à 9000 fr. par mois ne risque pas de s'arrêter de travailler pour n'en gagner que 2500! Cependant, si ce cadre a une femme au foyer et deux enfants mineurs (qui toucheraient chacun 1250 fr. par mois), le revenu de la famille augmentera de 5000 fr. par mois. Ne sera-t-il pas tenté de diminuer son engagement, de mieux profiter de la vie en travaillant à temps partiel? Qu'en est-il de

la femme mariée qui travaille à 50% pour 3200 fr. par mois pour arrondir le revenu du ménage? Ne risque-t-elle pas de renoncer à son travail si la différence de revenu que lui rapportent 80 heures par mois n'est que de 700 fr., soit 8 fr. 75 l'heure?

Quid des jeunes adultes qui entrent dans la vie active? Avec 2500 fr. en poche, ils pourront vivre bien plus longtemps aux crochets de papa-maman, c'est sûr! Comment l'économie compensera-t-elle ces pertes de productivité?

Pour ce qui est du financement, les initiateurs, sans présenter de calculs fiables, annoncent que la suppression de l'AVS et d'autres institutions sociales pourrait financer jusqu'au 2/3 des 2 milliards par an que coûterait la mesure. Même si leur calcul était exact, cela laisserait 700 millions par année à financer par les impôts!

Or que se passe-t-il quand on augmente les impôts des entreprises en s'attaquant parallèlement à leur productivité? Elles augmentent les prix pour continuer à fonctionner, d'où inflation et diminution du pouvoir d'achat!

Alors, à quand l'initiative pour augmenter le revenu de base à 3500 fr.?